



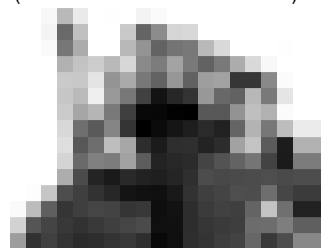
ISSN 1019-0287

Preis 1,49 €

10. Oktober 2003

erscheint freitags

10/10 - 19/10/2003
(film/theatre/concert/events)



Bürger Löwenherz?



In Luxemburg ist der Gemeinderat souverän: In Sachen direkter Bürgerbeteiligung an kommunalen Entscheidungen steckt die Hauptstadt aber noch in den Kinderschuhen. Das soll anders werden. Eine kurze Bestandsaufnahme und ein internationaler Vergleich.

dës woch, Seite 3

(Foto: Christian Mosar)

Radikal, liberal, oder ...?

Wo stehen Déi Gréng heute? Die Grüne Dagmar Reuter-Angelsberg im woxx-Interview zum Wahlprogramm 2004.

aktuell, Seite 2

Refus motivé

L'avis du gouvernement concernant l'autorisation de rejets de Cattenom est négatif. Il s'appuie, entre autres, sur les critiques des ONG.

aktuell, page 8



COMMEMORATION

Tous les ans, au mois d'octobre, le Luxembourg refait son deuil des victimes de la 2^e Guerre mondiale. Au-delà de ce rituel institutionnalisé, la recherche historique pourrait désormais obtenir un cadre ... universitaire.

Début du mois, la commission parlementaire des Institutions s'est penchée sur deux motions qui avaient donné lieu à des discussions lors du débat autour de la création d'un "Centre national de la Résistance". L'une d'elles avait en fait déjà été adoptée par la Chambre. Elle invitait le gouvernement "à mettre en place des structures scientifiques de recherche historique aptes à étudier la 2^e Guerre mondiale dans toute son étendue et sous toutes ses facettes".

Si la motion en question avait, après l'assentiment explicite du ministre d'Etat, trouvé le soutien unanime de la Chambre, cette cohésion traduit en fait le malaise qu'avait soulevé le projet du "Centre national de la Résistance". Non pas qu'on ait douté de la nécessité de doter d'une base légale ce centre, qui oeuvrait déjà depuis quelque temps sous les apanages du Conseil national de la Résistance. La légitimité de vou-

loir donner à l'entretien du souvenir une continuité au-delà de l'espérance de vie des survivant-e-s a été reconnue sur tous les bancs politiques. Mais cette reconnaissance ne délie pas de la nécessité de se donner, enfin, les moyens d'une recherche scientifique sur la 2^e Guerre mondiale. Il faut explorer scientifiquement la dimension de la collaboration, de l'antisémitisme luxembourgeois ou du fondement idéologique des organisations de résistance. Or, si dans les pays qui nous entourent, la recherche historique sur cette période noire s'est déjà fondue dans une historiographie du 20^e siècle et même du "temps présent", le Luxembourg est entré au 21^e siècle sans faire preuve d'un "Geschichtsbewusstsein" très poussé.

Le point de vue restreint qui a mené à la création du Centre national de la Résistance pourrait cependant avoir du bon. Si le gouvernement est réellement dis-

posé à donner des suites à la motion susmentionnée, il devra oeuvrer à la création d'une deuxième structure, provoquant de ce fait une différenciation plus nette entre souvenir et histoire. Différenciation qu'a d'ailleurs relevée Denis Scuto, un des historiens invités à la réunion de la commission parlementaire. Un nouveau "Centre de recherche historique" aurait donc une mission non pas concurrentielle, mais complémentaire à celle du Centre national de la Résistance.

Ce qui importe, c'est de devenir enfin plus concret. Dans les débats du début de l'année, le terme "université" était déjà tombé, et la motion avait également invité le gouvernement à étudier les possibilités d'intégrer un tel centre de recherche dans les nouvelles structures universitaires. Avec la mise en place du projet de l'université, il devient de plus en plus urgent d'y réfléchir. Pour le moment, une telle réflexion est

entravée par le fait que le gouvernement autant que le parlement soulignent le caractère autonome de l'institution universitaire.

On pourrait rétorquer que l'autonomie n'est pas mise en cause par une incitation financière de l'Etat. Au-delà de cette question délicate, il reste cependant du pain sur la planche des instances politiques. Il n'y a pas de recherche historique sans archives. Or, comme s'est fait expliquer la commission, le Luxembourg manque cruellement d'une loi sur l'obligation des administrations, étatiques autant que communales, de préserver leurs archives. Une grande partie des documents historiques - notamment du temps de la Guerre - a déjà été détruite. Néanmoins une loi créant une obligation de conservation pourrait contribuer à garder la mémoire et à reconstituer l'histoire.

Caméra sociale

Quel est le rôle du cinéma par rapport aux réalités sociales? Un film peut-il changer le monde? Le "Festival du Film social" va tenter d'y répondre.

magazine, page 9

Week-end argentin

Les galéristes de B/C 2 et les barmen du "trip lounge" ont organisé ensemble un week-end argentin qui fusionne les arts et la gastronomie.

magazine, page 12



Un commentaire de
Renée Wagener.

Preis: 1,49 €



5 453000 211009

99714